

Assemblée générale de l'OMPI

Cinquante-quatrième session (25^e session ordinaire)
Genève, 4 – 8 octobre 2021

**CENTRE D'ARBITRAGE ET DE MÉDIATION DE L'OMPI, Y COMPRIS LES NOMS DE
DOMAINE**

Document établi par le Secrétariat

1. Le Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI (ci-après dénommé "Centre") fait partie du Secteur des écosystèmes de propriété intellectuelle et d'innovation. En coordination avec d'autres secteurs de l'OMPI, le Secteur des écosystèmes de propriété intellectuelle et d'innovation est chargé d'aider les États membres à élaborer leurs écosystèmes de propriété intellectuelle et d'innovation afin de stimuler la croissance des entreprises et la croissance économique. Entre autres activités, il apporte un appui aux entreprises aux fins de la commercialisation de la propriété intellectuelle et de son utilisation au service du développement des entreprises.
2. Dans ce cadre, le présent document fait le point sur les activités du Centre en tant que prestataire international de services extrajudiciaires rapides et économiques de règlement des litiges de propriété intellectuelle, proposant à la fois des services d'administration de litiges et des services d'expertise juridique et d'organisation en matière de modes extrajudiciaires de règlement des litiges.
3. Il contient également des informations actualisées sur les activités de l'OMPI relatives aux noms de domaine dont il a précédemment été rendu compte dans le document WO/GA/53/8¹. Il traite des litiges relatifs aux noms de domaine administrés par le Centre en vertu des différents principes directeurs et des aspects connexes du système des noms de domaine de l'Internet (DNS), ainsi que de certains faits de politique générale, en particulier les mécanismes

¹ Voir https://www.wipo.int/meetings/fr/doc_details.jsp?doc_id=507114.

de protection des droits pour l'introduction de nouveaux domaines génériques de premier niveau (gTLD), l'émergence des noms de domaine internationalisés dans les gTLD, la révision des Principes directeurs concernant le règlement uniforme des litiges relatifs aux noms de domaine (principes UDRP) que l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) prévoit de mener et d'autres mécanismes de protection des droits, et la suite donnée aux recommandations faites par les États membres de l'OMPI dans le contexte du deuxième processus de consultations de l'OMPI sur les noms de domaine de l'Internet.

I. ARBITRAGE ET MÉDIATION DES LITIGES DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

A. ADMINISTRATION DES PROCÉDURES

4. Les procédures d'arbitrage et de médiation proposées par le Centre visent à répondre aux besoins des parties en matière de rapidité et de rentabilité dans le règlement des litiges relatifs à des droits de propriété intellectuelle. Le Centre est chargé de l'administration des litiges dans le cadre de ces procédures, ce qui passe par la formation², la désignation de médiateurs et d'arbitres qualifiés et le maintien d'une infrastructure moderne de règlement des litiges. Les litiges sont généralement soumis au Centre sur la base de clauses compromissoires, parfois de conventions ad hoc postlitige (y compris le renvoi par les tribunaux), ou de demandes unilatérales en vertu de l'article 4 du Règlement de médiation de l'OMPI³.

5. Au cours de la période considérée, plusieurs grandes entreprises (y compris des plateformes des secteurs de la biotechnologique et de l'industrie pharmaceutique et des plateformes en ligne), petites et moyennes entreprises (PME)⁴, universités et instituts de recherche, ainsi que des particuliers, provenant de 40 pays, ont eu recours aux procédures proposées par le Centre⁵, notamment aux services de bons offices⁶. Le Centre a observé une augmentation de 24% du nombre de procédures de médiation et d'arbitrage en 2020, et une nouvelle augmentation au premier semestre de 2021. Les litiges administrés dans le cadre des règlements de médiation, d'arbitrage et d'arbitrage accéléré de l'OMPI (ci-après dénommés "règlements de l'OMPI") ont notamment porté sur des contrats de recherche-développement, notamment des accords de consortium, des licences de brevet, de marque et de droit d'auteur, la gestion collective du droit d'auteur, la conception de logiciels et les licences de logiciels⁷.

6. Le Centre a continué de prendre des initiatives pour faciliter l'accès des utilisateurs potentiels aux procédures extrajudiciaires de règlement des litiges de l'OMPI. Il a amélioré le système électronique d'administration des litiges de l'OMPI (WIPO eADR)⁸, auquel de

² La liste des ateliers et autres manifestations organisés par le Centre figure à l'adresse <http://www.wipo.int/amc/fr/events>.

³ Le Centre met à disposition un générateur de clauses en ligne qui permet aux parties de rédiger des clauses essentielles et des conventions ad hoc. Voir <https://amc.wipo.int/clause-generator/>.

⁴ Au mois de juin 2021, les PME représentaient 37% des utilisateurs. Voir en outre le barème des taxes, honoraires et frais de l'OMPI à l'adresse <https://www.wipo.int/amc/en/calculator/adr.jsp>.

⁵ Plus de 25% des litiges concernaient plus de deux parties. Quelque 30% des litiges concernaient des parties qui utilisent aussi les services du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), de Madrid ou de La Haye administrés par l'OMPI.

⁶ En cas de litige en matière de propriété intellectuelle ou de transfert de technologie, le Centre fournit aux parties concernées des conseils d'ordre procédural (bons offices) en vue de faciliter un règlement direct entre les parties ou un règlement extrajudiciaire par la médiation ou l'arbitrage de l'OMPI.

⁷ Les questions examinées concernaient les brevets, les marques, les atteintes au droit d'auteur, l'épuisement des droits de brevet, la cotitularité d'un brevet, les communautés de brevets, la définition de conditions de licence de brevets appropriées, la rupture d'un contrat, le paiement de redevances, la définition des conditions de licence de droit d'auteur, le retour dans un consortium de recherche-développement, la suppression de contenu de plateformes en ligne ou des actions concrètes, comme le retrait d'actions en justice ou encore des procédures d'opposition à des marques en instance auprès d'un office de propriété intellectuelle.

⁸ Le système WIPO eADR permet la communication et le stockage en ligne des documents, ce qui rend les procédures d'arbitrage et de médiation plus rapides et plus économiques. Voir <https://www.wipo.int/amc/fr/eadr/>.

nombreuses parties ont recours pour accroître l'efficacité de leurs procédures d'arbitrage⁹. En outre, au cours de la période considérée, la grande majorité des réunions de médiation et des audiences d'arbitrage ont été menées à distance en utilisant les installations hébergées par l'OMPI. Pour aider les parties et les intermédiaires neutres à préparer ces réunions et audiences à distance, le Centre a établi une liste de contrôle de l'OMPI pour la conduite en ligne des procédures de médiation et d'arbitrage¹⁰. En 2020, le taux de règlement des procédures de médiation de l'OMPI est passé de 70% à 78%. Ces ressources, ainsi que les initiatives du Centre visées aux paragraphes 14 à 18, ont fait l'objet d'une demande accrue durant la récente crise sanitaire mondiale¹¹.

7. Afin de tenir compte des faits nouveaux intervenus à l'échelle mondiale en matière de médiation et d'arbitrage, le Centre a actualisé les règlements de médiation, d'arbitrage et d'arbitrage accéléré de l'OMPI, qui sont entrés en vigueur au 1^{er} juillet 2021¹². En particulier, les règlements de l'OMPI actualisés confirment les pratiques en ligne décrites et autorisent expressément, et prévoient comme option par défaut, le dépôt électronique de nouveaux cas soumis à l'OMPI dans le cadre du règlement extrajudiciaire des litiges, ainsi que la communication par voie électronique de toutes les communications relatives aux litiges¹³.

8. Le Centre fournit aussi des services sur mesure de règlement extrajudiciaire des litiges dans des secteurs particuliers¹⁴. L'un des services proposés concerne les litiges portant sur la concession de licences à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires (conditions FRAND) pour les brevets essentiels à des normes¹⁵. Compte tenu de l'augmentation du nombre de demandes de médiation par l'OMPI dans le cadre de litiges FRAND, notamment de litiges en instance devant les tribunaux, le Centre a récemment actualisé les Orientations en matière de règlement extrajudiciaire des litiges impliquant la concession de licences dans des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires¹⁶. Dans le secteur des sciences de la vie, le Centre propose des services de règlement extrajudiciaire des litiges sur mesure pour faciliter la négociation ou le règlement de litiges relatifs aux contrats¹⁷.

⁹ Au cours de la période considérée, la Commission d'arbitrage de la Coupe de l'America a conclu ses procédures d'arbitrage et de médiation découlant de la 36^e édition de la série de courses de voile de la Coupe de l'America, en utilisant une version personnalisée du système eADR fournie par le Centre.

¹⁰ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/amc/en/eadr/checklist/index.html>.

¹¹ Le Centre a continué de fournir ses services de médiation, d'arbitrage et de règlement des litiges relatifs aux noms de domaine malgré les conséquences de la pandémie de Covid-19. Il a notamment publié des informations logistiques pour les parties et les représentants afin de faciliter le bon déroulement des procédures malgré les circonstances. Voir <https://www.wipo.int/amc/en/center/wipoupdate.html> et <https://www.wipo.int/amc/en/center/wipocenterupdate.html>.

¹² Voir <https://www.wipo.int/amc/fr/rules/>.

¹³ De même, la tenue de réunions et audiences de l'OMPI à distance dans le cadre du règlement extrajudiciaire des litiges (par exemple, par vidéoconférence ou au moyen d'outils en ligne) est expressément autorisée et encouragée par les règlements actualisés. Les règlements actualisés de l'OMPI introduisent en outre certaines exigences de divulgation concernant l'identité des tiers financeurs au début de la procédure d'arbitrage de l'OMPI, au nom de la neutralité et de l'impartialité du tribunal arbitral.

¹⁴ Le site Web du Centre donne une vue d'ensemble des différents services proposés. Voir <https://www.wipo.int/amc/fr/center/specific-sectors/index.html>.

¹⁵ Voir <https://www.wipo.int/amc/fr/center/specific-sectors/ict/frand/>.

¹⁶ Voir <https://www.wipo.int/export/sites/www/amc/en/docs/wipofrandarguidance.pdf>. Le Centre a publié pour la première fois en 2017 et actualisé en 2021 les Orientations en matière de règlement extrajudiciaire des litiges impliquant la concession de licences dans des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires en collaboration avec des parties prenantes du secteur des télécommunications et des experts de l'arbitrage en matière de brevets. Ce document vise à aider les parties et les intermédiaires neutres à mieux comprendre et utiliser les possibilités de règlement existantes lors de la négociation ou de la rédaction de contrats de licence FRAND. Il couvre les principaux éléments que les parties peuvent souhaiter prendre en considération pour façonner la procédure extrajudiciaire, notamment en cas de portefeuilles de brevets essentiels à des normes bien garnis dans le domaine des télécommunications, de l'Internet des objets et de la mobilité connectée, et pour contenir la durée et les coûts de la procédure. Il comprend également des conventions ad hoc types visant à aider les parties à soumettre les litiges FRAND à une médiation, un arbitrage ou une procédure d'expertise de l'OMPI.

¹⁷ Voir <https://www.wipo.int/amc/en/center/specific-sectors/lifesciences/>.

B. COLLABORATION AVEC LES OFFICES DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9. Un autre domaine d'activité essentiel du Centre est la collaboration avec des offices de propriété intellectuelle et bureaux du droit d'auteur et des tribunaux. Depuis les assemblées de 2020, le Centre a établi de nouvelles collaborations avec les autorités chargées de la propriété intellectuelle dans quatre États membres¹⁸. L'objectif de ces collaborations¹⁹ est de promouvoir et d'aider à mettre en place des procédures extrajudiciaires de règlement des litiges aux fins de la prévention et du règlement des litiges de propriété intellectuelle et de technologie en dehors des tribunaux et autres organes juridictionnels. Durant la période considérée, ces contacts ont consisté en l'élaboration de supports d'information par pays pour les parties intéressées concernant ces procédures, y compris l'administration des litiges en ligne, des activités de formation et des manifestations conjointes pour informer les parties prenantes des avantages de la médiation et de l'arbitrage pour le règlement des litiges de propriété intellectuelle et des litiges connexes²⁰, et la transmission au Centre des demandes de renseignements reçues par un office de propriété intellectuelle (notamment pour des atteintes aux droits).

10. Certains offices de propriété intellectuelle ont mis au point des procédures extrajudiciaires de règlement des litiges ou encouragent les parties à y recourir²¹ dans le contexte des procédures en instance devant eux, notamment d'opposition à des marques ou à des brevets. Le Centre a travaillé avec les offices pour élaborer des procédures de médiation et d'expertise à cet égard. Il a également collaboré avec les offices de propriété intellectuelle aux fins de l'administration des litiges soumis par les parties en vertu de ces systèmes²². Dans le domaine

¹⁸ L'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI), l'Office de la propriété industrielle de la République tchèque (IPO CZ), la Commission nigérienne du droit d'auteur (NCC) et le Ministère de la culture et des sports de l'Espagne. La liste complète des collaborations du Centre avec les offices de propriété intellectuelle peut être consultée à l'adresse <https://www.wipo.int/amc/fr/center/specific-sectors/ipoffices/index.html>.

¹⁹ Avec les offices de propriété intellectuelle et des tribunaux des pays et de l'organisation ci-après : Algérie, Argentine, Australie, Bélarus, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Hongrie, Indonésie, Israël, Italie, Kazakhstan, Kenya, Lituanie, Maroc, Mexique, Nigéria, Paraguay, Philippines, Pologne, République de Corée, République dominicaine, République kirghize, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Singapour, Suisse, Tanzanie, Trinité-et-Tobago, Ukraine et Organisation eurasienne des brevets.

²⁰ Pour des exemples de manifestations organisées par le Centre en collaboration avec les offices de propriété intellectuelle, voir <https://www.wipo.int/amc/fr/center/specific-sectors/ipoffices/index.html>. Les modes extrajudiciaires de règlement des litiges sont également inclus dans les programmes de séminaires itinérants de l'OMPI, dans les webinaires de l'OMPI et dans les réunions de consultation organisées en collaboration avec les offices. Voir https://www.wipo.int/dcea/fr/roving_seminars/index.html.

²¹ Par exemple, pour encourager davantage le recours à la médiation pendant la pandémie de Covid-19, le Centre et le Ministère de la culture, des sports et du tourisme de la République de Corée ont proposé de prendre en charge une partie du coût des procédures de médiation de l'OMPI pour les parties à des litiges internationaux relatifs au droit d'auteur et aux contenus. En outre, le Centre et l'Institut national du droit d'auteur du Mexique (INDAUTOR) travaillent en collaboration pour proposer des réunions de conciliation virtuelles aux fins du règlement de litiges relatifs au droit d'auteur au Mexique. Le Centre collabore également avec l'autorité compétente de la Direction générale de l'industrie et du commerce de la Colombie (SIC) pour proposer la médiation comme alternative à la voie judiciaire.

²² Par exemple, dans le cadre de sa collaboration avec l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour (IPOS), le Centre a participé à l'élaboration d'un système de médiation pour les litiges en matière de marques et de brevets, ainsi que d'une procédure d'expertise pour les procédures en matière de brevets en instance devant l'IPOS, et il instruit ces procédures. Ce système de médiation fait également l'objet d'un dispositif de promotion développé par l'IPOS avec le Centre. Le Centre collabore également avec l'Office de la propriété intellectuelle des Philippines (IPOPHE) concernant l'administration des procédures de médiation portant sur des droits de propriété intellectuelle aux Philippines. La Commission des audiences et recours en matière de marques (TTAB) et la Commission des audiences et recours en matière de brevets (PTAB) de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) encouragent les parties à envisager les modes extrajudiciaires pour régler les questions soulevées dans le cadre de ces procédures. Le Centre figure sur la liste des prestataires de services de règlement des litiges. Dans le cadre de sa collaboration avec l'Office des brevets de la République de Pologne, le Centre a participé à l'élaboration d'une procédure de médiation de l'OMPI désormais disponible pour les oppositions en matière de marques dont il était saisi et a été désigné pour administrer ces oppositions.

du droit d'auteur, certains offices administrent les procédures extrajudiciaires de règlement des litiges nationaux et désignent le Centre comme institution de règlement des litiges lorsque l'une des parties ou les deux ont leur siège ou leur domicile à l'étranger²³.

11. En outre, en collaboration avec des offices de propriété intellectuelle, le Centre a établi des contrats types de recherche-développement, dont les dispositions en matière de règlement des litiges comprennent la médiation de l'OMPI suivie de services d'arbitrage accéléré de l'OMPI²⁴.

12. Le Centre collabore également avec un nombre croissant de tribunaux pour faciliter le renvoi à la médiation auprès de l'OMPI des litiges dans le cadre desquels les parties souhaitent étudier les possibilités de règlement amiable²⁵.

13. Reflet de cette expérience croissante, la version actualisée du Guide de l'OMPI sur les modes extrajudiciaires de règlement des litiges (méthodes ADR) à destination des offices de propriété intellectuelle et des tribunaux donne un aperçu du règlement extrajudiciaire des litiges de propriété intellectuelle et offre aux offices et aux tribunaux intéressés des solutions pour intégrer ces méthodes dans leurs procédures²⁶. Le guide passe également en revue les collaborations du Centre et donne des exemples de documents types.

C. SOURCES D'INFORMATIONS SUR LE RÈGLEMENT EXTRAJUDICIAIRE DES LITIGES

14. Au cours de la période considérée, pour répondre à la demande croissante de ressources et de formations en ligne sur le règlement extrajudiciaire des litiges, le Centre a continué d'utiliser les canaux de diffusion existants, tels que son bulletin d'information trimestriel WIPO ADR Highlights²⁷, tout en développant ou en ouvrant de nouveaux médias sociaux et autres pour les utilisateurs existants ou potentiels des services de règlement extrajudiciaire des litiges de l'OMPI. La page LinkedIn du Centre sert de plateforme à la communauté de la propriété intellectuelle, de la technologie et du règlement extrajudiciaire des litiges pour se tenir au courant des faits nouveaux, des événements et des publications de l'OMPI dans le domaine du règlement extrajudiciaire des litiges; avec plus de 8000 abonnés, cette page constitue déjà une ressource active en ce qui concerne le règlement extrajudiciaire des litiges de propriété intellectuelle²⁸.

²³ Cela concerne notamment la collaboration entre le Centre et la Direction nationale du droit d'auteur de la Colombie (DNDA), la Commission du droit d'auteur de la République de Corée (KCC) et la Korea Creative Content Agency (KOCCA). Voir <https://www.wipo.int/amc/fr/center/specific-sectors/ipoffices/index.html>.

²⁴ Le Centre a par exemple établi des contrats types avec l'Office espagnol des brevets et des marques (OEPM). Parmi les autres contrats types de recherche-développement qui recommandent une médiation suivie d'un arbitrage [accéléré] de l'OMPI figurent le modèle d'accord de consortium DESCA 2020 de l'UE, les accords types du Guide la propriété intellectuelle (IPAG) en Autriche et les accords types pour la coopération en matière de recherche-développement en Allemagne. Pour de plus amples informations, voir <http://www.wipo.int/amc/fr/center/specific-sectors/rd/>.

²⁵ Voir https://www.wipo.int/amc/en/clauses/national_court.html. Par exemple, dans le cadre de la collaboration entre la Cour populaire suprême de Chine et l'OMPI, la Cour et le Centre, en coordination avec le Bureau de l'OMPI en Chine, œuvrent de concert dans le domaine de la médiation pour favoriser le règlement de litiges internationaux de propriété intellectuelle et de technologie en Chine. Au cours de la période considérée, une coopération a débuté concernant une procédure de médiation au travers de l'OMPI pour des litiges internationaux de propriété intellectuelle en instance devant les tribunaux de Shanghai (voir <https://www.wipo.int/amc/en/center/specific-sectors/national-courts/china/spc.html>), dans le cadre de laquelle le Centre a administré un certain nombre de litiges.

²⁶ La deuxième édition du guide est disponible à l'adresse suivante : www.wipo.int/edocs/pubdocs/fr/wipo_pub_guide_adr.pdf.

²⁷ Durant la période considérée, WIPO ADR Highlights a dépassé les 7500 abonnés. Tous les numéros du bulletin sont disponibles à l'adresse https://www.wipo.int/newsletters-archive/en/adr_highlights.html.

²⁸ Voir <https://www.linkedin.com/showcase/wipo-arbitration-and-mediation-center/?viewAsMember=true>.

15. Le Centre travaille de plus en plus avec des webinaires, qu'il met à la disposition des parties prenantes avec du contenu adapté à leurs centres d'intérêt dans un large éventail de langues²⁹. Depuis les assemblées de 2020, le Centre a organisé ou coorganisé plus de 80 webinaires, auxquels plus de 17 000 participants provenant de 155 pays se sont inscrits.

16. Compte tenu de l'augmentation du nombre de litiges relatifs au droit d'auteur dans l'environnement numérique, le Centre, en collaboration avec le Ministère de la culture, des sports et du tourisme de la République de Corée (MCST), a mené une enquête sur le recours aux mécanismes extrajudiciaires de règlement des litiges entre entreprises relatifs au droit d'auteur et au contenu numérique, à laquelle plus de 1000 participants ont répondu. Le rapport sur les résultats de l'enquête publié par le Centre donne un aperçu des types de litiges rencontrés dans les différents secteurs au niveau international, y compris en ce qui concerne le recours à la médiation et à l'arbitrage plutôt qu'aux procédures devant les tribunaux pour régler ces litiges. Ce rapport devrait contenir des informations sur le développement potentiel de procédures extrajudiciaires de règlement des litiges adaptées à ces types de litiges³⁰.

17. En mars 2021, le Centre a lancé WIPO ADR Young, une plateforme de mise en réseau et de formation destinée aux jeunes cadres des communautés de la propriété intellectuelle et du règlement des litiges. À ce jour, elle a attiré plus de 350 membres de quelque 70 pays³¹.

18. Dans le cadre de l'engagement de l'OMPI en faveur de la médiation dans les litiges de propriété intellectuelle et de technologie, les signataires et entités collaboratrices conviennent de promouvoir la médiation comme alternative aux procédures devant les tribunaux pour réduire l'incidence des litiges sur l'innovation et la créativité. Le nombre de participants dépasse désormais les 630, avec plus de 20 offices de propriété intellectuelle d'États membres et 10 associations professionnelles œuvrant dans le domaine de la propriété intellectuelle ou du règlement extrajudiciaire des litiges³².

II. ADMINISTRATION DES LITIGES RELATIFS AUX NOMS DE DOMAINE

A. PRINCIPES UDRP

19. Le système de noms de domaine (DNS) soulève sur le plan de la protection de la propriété intellectuelle des défis qui, compte tenu de la nature planétaire de l'Internet, appellent une action internationale. L'OMPI répond à ces défis depuis 1998, en élaborant des solutions, notamment dans le cadre des premier³³ et deuxième³⁴ processus de consultations de l'OMPI sur les noms de domaine de l'Internet. Par l'intermédiaire du Centre, l'OMPI met à la disposition des propriétaires de marques des mécanismes internationaux efficaces contre l'enregistrement et l'utilisation de mauvaise foi de noms de domaine correspondant à leurs marques. Le principal mécanisme administré par le Centre, à savoir les principes UDRP, a été adopté par l'ICANN sur la base des recommandations faites par l'OMPI à l'issue du premier processus de consultations sur les noms de domaine de l'Internet.

²⁹ À ce jour, des webinaires ont été présentés en allemand, en anglais, en chinois, en espagnol, en français, en italien, en japonais, en néerlandais et en russe. Des informations sur les prochains webinaires (ainsi que les enregistrements des précédents webinaires) sont disponibles à l'adresse <https://www.wipo.int/amc/en/events/webinar.html>.

³⁰ Voir <https://www.wipo.int/amc/fr/center/copyright/index.html>.

³¹ Voir <https://www.wipo.int/amc/en/center/wipoadryoung>.

³² Voir <https://www.wipo.int/amc/fr/mediation/pledge.html>.

³³ La gestion des noms et adresses de l'Internet – questions de propriété intellectuelle – rapport final concernant le premier processus de consultations de l'OMPI sur les noms de domaine, publication de l'OMPI n° 439, également disponible à l'adresse <http://www.wipo.int/amc/fr/processes/process1/report>.

³⁴ La reconnaissance des droits et l'utilisation des noms dans le système des noms de domaine de l'Internet – rapport concernant le deuxième processus de consultations de l'OMPI sur les noms de domaine de l'Internet, publication de l'OMPI n° 843, également disponible à l'adresse <http://www.wipo.int/amc/fr/processes/process2/report>.

20. Compte tenu du nombre croissant de personnes passant davantage de temps en ligne durant la pandémie, les auteurs d'atteintes trouvent un environnement qui leur est de plus en plus favorable. Les propriétaires de marques augmentent la protection de leurs marques sur Internet à mesure qu'ils intensifient la vente de leurs produits et services en ligne. S'appliquant exclusivement aux cas manifestes de mauvaise foi, les principes UDRP sont très appréciés³⁵. Depuis décembre 1999, le Centre a administré plus de 53 000 litiges sur la base des principes UDRP³⁶. Le Centre a reçu en 2020 le nombre record de 4204 plaintes déposées en vertu des principes UDRP par des titulaires de droits en réaction à la prolifération des sites Web destinés à la vente de contrefaçons, au hameçonnage ou à d'autres activités frauduleuses, ainsi qu'à toutes sortes d'atteintes aux marques en ligne. En juin 2020, le nombre total de litiges relatifs à des noms de domaine soumis à l'OMPI en vertu des principes UDRP dépassait les 96 000. Les principaux secteurs d'activité des requérants, notamment la banque et la finance, la biotechnologie et les produits pharmaceutiques, l'Internet et les technologies de l'information, le commerce de détail, la mode et le divertissement, témoignent également de l'ampleur des risques pour les consommateurs.

21. Le cybersquattage, c'est-à-dire l'incorporation abusive d'une marque dans un nom de domaine, est un problème mondial. Les parties nommément désignées dans les procédures administrées par l'OMPI en 2020 représentaient 128 pays, pour un total de 181 pays depuis la création de ce mécanisme. En fonction de la langue du contrat d'enregistrement relatif au nom de domaine en cause, l'OMPI a conduit jusqu'ici des procédures en vertu des principes UDRP dans 23 langues³⁷.

22. Toutes les décisions rendues par les commissions administratives de l'OMPI sont publiées sur le site Web du Centre. La "Synthèse des avis des commissions administratives de l'OMPI sur certaines questions relatives aux principes UDRP" publiée en ligne par le Centre et accessible gratuitement reste une synthèse essentielle de la jurisprudence en ce qui concerne les tendances des décisions rendues sur certaines questions importantes consultée dans le monde entier qui couvre plus d'une centaine de thèmes et qui recense près d'un millier de décisions rendues par plus de 265 experts de l'OMPI³⁸. Pour faciliter l'accès thématique à ces décisions, le Centre met aussi à disposition un index juridique des décisions rendues en vertu des principes UDRP qui permet d'effectuer des recherches en ligne³⁹.

23. Conscient du rôle moteur joué par l'OMPI en ce qui concerne les principes UDRP, le Centre se tient activement informé des évolutions à l'œuvre dans le DNS afin d'ajuster ses ressources et ses pratiques⁴⁰. Il organise des ateliers sur le règlement des litiges relatifs aux

³⁵ Les principes UDRP ne préjugent pas du droit des parties de saisir un tribunal compétent, mais rares sont les litiges ayant fait l'objet d'un règlement au titre de ces principes qui ont également été portés devant un tribunal. Voir le Recueil de jurisprudence en rapport avec les principes UDRP à l'adresse suivante : <http://www.wipo.int/amc/fr/domains/challenged>.

³⁶ Le Centre publie en ligne un large éventail de statistiques actualisées pour aider les parties à un litige, les intermédiaires neutres, les conseils en marques, les détenteurs de noms de domaine enregistrés, les responsables des politiques applicables aux noms de domaine, les journalistes et les chercheurs. Voir <http://www.wipo.int/amc/en/domains/statistics>.

³⁷ Par ordre alphabétique : allemand, anglais, chinois, coréen, danois, espagnol, estonien, français, hébreu, italien, japonais, néerlandais, norvégien, polonais, portugais, roumain, russe, slovaque, suédois, tchèque, turc, ukrainien et vietnamien.

³⁸ Voir <http://www.wipo.int/amc/en/domains/search/overview3.0/>. L'élargissement de la portée de la version 3.0 rend compte du large éventail de litiges relatifs aux noms de domaine et de litiges administrés en vertu des principes. Cet instrument joue un rôle essentiel en ce qu'il contribue à préserver la cohérence de la jurisprudence dans ce domaine.

³⁹ Voir <http://www.wipo.int/amc/fr/domains/search/legalindex/>.

⁴⁰ En 2018, le Centre a publié à l'intention des parties des recommandations informelles de l'OMPI sur les conséquences pratiques règlement général de l'Union européenne sur la protection des données (RGPD) sur les procédures UDRP. Voir les paragraphes 35 à 37 ci-après. Voir également le paragraphe 30 du document WO/GA/47/14 et les paragraphes 14 à 16 du document WO/GA/41/17 Rev.2.

noms de domaine pour informer les parties intéressées⁴¹, ainsi que d'importantes réunions à l'intention de ses experts des noms de domaine.

B. DOMAINES DE PREMIER NIVEAU QUI SONT DES CODES DE PAYS (CCTLD)

24. L'application obligatoire des principes UDRP est limitée aux noms de domaine enregistrés dans les gTLD traditionnels, tels que .com, mais le Centre aide également de nombreux services d'enregistrement de ccTLD à établir des conditions d'enregistrement et des procédures de règlement des litiges conformes aux pratiques recommandées en matière de gestion des services d'enregistrement et de protection de la propriété intellectuelle⁴². Certains services d'enregistrement dans les ccTLD adoptent directement les principes UDRP, tandis que d'autres ont adopté des procédures fondées sur les principes UDRP qui tiennent compte de la situation et des besoins particuliers des différents ccTLD. Le Centre fournit des services de règlement des litiges relatifs aux noms de domaine à plus de 75 services d'enregistrement dans les ccTLD, dont les domaines .SA et السعودية (Arabie saoudite) ajoutés en avril 2021⁴³.

25. Pour tous les ccTLD concernés, le Centre offre de très nombreuses ressources en ligne à l'intention des parties, s'agissant notamment des critères à remplir pour prétendre à un enregistrement, des caractères pris en charge, de communications types et de renseignements multilingues sur le dépôt des demandes⁴⁴, ainsi que de résumés des différences à prendre en considération entre les politiques relatives aux ccTLD inspirées des principes UDRP et les principes UDRP proprement dits⁴⁵. Ces informations sont résumées dans le "Guide des services de l'OMPI relatifs aux services d'enregistrement dans les domaines de premier niveau qui sont des codes de pays"⁴⁶.

III. FAITS NOUVEAUX DANS LE DNS

26. Plusieurs initiatives de politique générale de l'ICANN créent non seulement des opportunités mais également des difficultés pour les titulaires de droits de propriété intellectuelle et les utilisateurs. La première concerne l'introduction en masse de nouveaux gTLD par l'ICANN. Ces nouveaux domaines génériques de premier niveau peuvent être de nature "ouverte" (similaires à .com), ou plus spécifique ou restrictive, par exemple .[marque], .[ville], .[collectivité], .[culture], .[industrie] ou .[langue]. Un facteur important de cette croissance du DNS a été l'introduction de noms de domaine internationalisés au premier niveau, qui a permis d'étendre la couverture linguistique du DNS. En outre, l'expansion du DNS envisagée par l'ICANN soulève des questions de protection des droits en rapport avec le deuxième processus de consultations de l'OMPI sur les noms de domaine de l'Internet.

⁴¹ Voir la note 2 ci-dessus.

⁴² Voir <http://www.wipo.int/amc/en/new/eu.html>.

⁴³ Parmi les autres ccTLD ayant été ajoutés ces cinq dernières années figurent .AI (Anguilla), .CN et .中国 (Chine), .EU (Union européenne), .GE (Géorgie), .PY (Paraguay), .SE (Suède) et .UA (Ukraine); les services d'enregistrement .AC, .IO et .SH ont adopté une version des principes UDRP légèrement modifiée. La liste complète des ccTLD qui ont désigné le Centre comme prestataire de services de règlement des litiges relatifs aux noms de domaine est disponible à l'adresse suivante : <http://www.wipo.int/amc/fr/domains/cctld>.

⁴⁴ Par exemple, la page du Centre consacrée au domaine .CH (Suisse) est désormais également disponible en allemand et en italien, en sus du français, de l'anglais et de l'espagnol.

⁴⁵ Voir <https://www.wipo.int/amc/fr/domains/cctld/index.html>.

⁴⁶ Voir https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo_pub_1069.pdf.

A. NOUVEAUX GTLD

27. La mise en œuvre du programme de l'ICANN relatif aux nouveaux gTLD officiellement approuvée en juin 2011⁴⁷ est détaillée dans le "Guide de candidature" de l'ICANN⁴⁸, qui a fait l'objet de nombreuses révisions. La délégation de la première série de gTLD dans la zone racine de l'Internet a eu lieu en octobre 2013, pratiquement l'ensemble des 1200 gTLD ayant été attribués en juin 2019⁴⁹. Ses travaux de politique générale sur ce sujet étant en grande partie achevés, l'ICANN prévoit une nouvelle série de "nouveaux gTLD" ces prochaines années⁵⁰.

28. Le Centre reste déterminé à travailler avec les parties prenantes pour tenter de préserver l'observation des principes généraux de la protection de la propriété intellectuelle dans les nouveaux gTLD. Certains mécanismes de protection des droits ont émergé d'une série de comités et processus de l'ICANN relatifs aux nouveaux gTLD⁵¹. On trouvera ci-après une description générale des mécanismes de protection des droits de l'ICANN, pour les premier et deuxième niveaux respectivement.

a) Mécanismes de protection des droits de premier niveau

i) Procédure de règlement des litiges préalable à l'attribution d'un domaine de premier niveau

29. Ce mécanisme permettait aux propriétaires de marques d'opposer aux demandes de nouveaux gTLD au premier niveau des objections pour atteinte aux droits lorsque certains critères matériels étaient réunis⁵². Le Centre a apporté à l'ICANN une assistance pour l'élaboration de ces critères sur la base de la "Recommandation commune de l'OMPI concernant la protection des marques, et autres droits de propriété industrielle relatifs à des signes, sur l'Internet"⁵³. Désigné par l'ICANN comme prestataire exclusif de services de

⁴⁷ Voir <http://www.icann.org/fr/minutes/resolutions-20jun11-fr.htm>. Pour davantage d'informations, y compris des références, voir le document WO/GA/39/10, en particulier le paragraphe 14.

⁴⁸ La version actuelle du "Guide de candidature" de l'ICANN est publiée à l'adresse <http://newgtlds.icann.org/en/applicants/agb>.

⁴⁹ La liste des nouveaux gTLD attribués figure à l'adresse <http://newgtlds.icann.org/en/program-status/delegated-strings>.

⁵⁰ Voir <https://gnso.icann.org/sites/default/files/file/field-file-attach/final-report-newgtld-subsequent-procedures-pdp-02feb21-en.pdf>.

⁵¹ Pour davantage d'informations, y compris des références, voir le document WO/GA/39/10, en particulier les paragraphes 23 à 30. Il y est indiqué que l'ICANN a rejeté une proposition en faveur d'une "Liste des marques protégées au niveau international".

⁵² Les autres motifs d'objection reconnus par l'ICANN étaient : "objections relatives aux chaînes de caractères prêtant à confusion", "objections à titre communautaire" et "objections limitées à titre d'intérêt public". Le Guide de candidature prévoit par ailleurs plusieurs autres procédures dont peuvent se prévaloir les gouvernements suite à l'annonce par l'ICANN de nouvelles demandes de gTLD. À cet égard, la section 1.1.2.4 prévoit l'"Avertissement anticipé du GAC" et la section 1.1.2.7 la "Réception d'avis du GAC sur les nouveaux gTLD" pour examen du Conseil d'administration de l'ICANN.

⁵³ Adoptée par l'Assemblée générale de l'OMPI en septembre 2001; voir <http://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/marks/845/pub845.pdf>.

règlement des litiges relatifs aux objections pour atteinte aux droits⁵⁴, le Centre a instruit à ce titre 69 plaintes en bonne et due forme en 2013⁵⁵.

ii) Procédure de règlement des litiges postérieure à l'attribution d'un domaine de premier niveau

30. Début 2009, le Centre a communiqué à l'ICANN une proposition concrète en faveur d'une option administrative permanente qui permettrait le dépôt d'une plainte contre l'administrateur d'un service d'enregistrement pour un gTLD nouvellement approuvé dont le mode de fonctionnement ou l'utilisation de son service porterait atteinte ou contribuerait matériellement à porter atteinte à une marque⁵⁶. L'intention était de procurer une forme d'assistance normalisée à l'ICANN pour lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités en matière de supervision, en prévoyant une voie de règlement administrative pouvant se substituer à l'action en justice et en encourageant les acteurs concernés à se comporter de manière responsable, le tout assorti de clauses d'exonération de responsabilité⁵⁷.

31. À la suite de différentes procédures de l'ICANN, notamment les consultations avec les administrateurs de services d'enregistrement, l'efficacité de la procédure de règlement des litiges postérieure à l'attribution reste incertaine, compte tenu en particulier de la superposition de différentes couches procédurales et des problèmes concernant le champ d'application de ce mécanisme, tels que l'exclusion de la notion juridique d'"aveuglement volontaire" des critères applicables⁵⁸.

b) Mécanismes de protection des droits au deuxième niveau

i) Base de données centrale sur les marques

32. Le programme de l'ICANN relatif aux nouveaux gTLD prévoit l'établissement d'une base de données centrale sur les marques pouvant être invoquée en vertu des mécanismes de

⁵⁴ Voir la section 3.2 du Guide de candidature gTLD de l'ICANN à l'adresse suivante : <http://newgtlds.icann.org/en/applicants/agg/objection-procedures-04jun12-en.pdf>.

⁵⁵ Voir les règles de l'OMPI concernant le règlement des litiges relatifs aux nouveaux gTLD et le barème des taxes, honoraires et frais, respectivement aux adresses suivantes : <http://www.wipo.int/amc/en/docs/wipolrurules.pdf> et <http://www.wipo.int/amc/en/domains/lro/fees/>; voir les cas d'objections déposés à l'OMPI à l'adresse suivante : <http://www.wipo.int/amc/en/domains/lro/cases/>. Toutes les décisions rendues par les commissions administratives de l'OMPI sont disponibles sur le site Internet du Centre, de même que le rapport établi sur les procédures d'objection pour atteinte aux droits. Le rapport de l'OMPI sur les objections pour atteinte aux droits note qu'une forte majorité des objections ont été déposées contre des demandes de gTLD portant sur des extensions ayant un sens descriptif ou donné par le dictionnaire. De nombreux groupes d'experts sont parvenus à la conclusion que, lorsque le propriétaire d'une marque a adopté un terme commun du dictionnaire comme nom de marque, une demande de gTLD visant uniquement à tirer avantage de ce sens commun ne violerait pas en soi les normes en matière de décisions applicables aux objections pour atteinte aux droits. Dans certains cas, les groupes d'experts se sont intéressés aux enregistrements de marques obtenus en premier lieu dans le but d'appuyer une demande de nouveau gTLD ou une objection pour atteinte aux droits, avec peu ou pas d'usage antérieur avéré. Voir <http://www.wipo.int/amc/en/docs/lroreport.pdf>.

⁵⁶ Voir <http://www.wipo.int/amc/en/docs/icann130309.pdf>.

⁵⁷ Étant donné la convergence que l'on perçoit entre les rôles du service d'enregistrement, de l'unité d'enregistrement et du détenteur de l'enregistrement au sein du DNS, le Centre a également recommandé à l'ICANN, compte tenu notamment de son expérience des principes UDRP et de la décision de l'ICANN d'autoriser la propriété croisée entre unités d'enregistrement et services d'enregistrement (voir <http://www.icann.org/en/minutes/resolutions-05nov10-en.htm>), d'étudier la possibilité d'étendre aux unités d'enregistrement la procédure postérieure à l'attribution à l'intention des services d'enregistrement (voir, notamment, <http://www.wipo.int/amc/en/docs/icann260310rap.pdf>).

⁵⁸ À noter en particulier qu'à la fin de 2016 un groupe de propriétaires de marques a choisi d'engager une procédure de règlement des litiges relatifs aux engagements d'intérêt public (PICDRP) plutôt que d'opter pour la procédure de règlement des litiges postérieure à l'attribution d'un domaine de premier niveau (PDDRP). Compte tenu de certains intérêts plus généraux, le Centre est convenu en 2013 avec l'ICANN de devenir prestataire de services dans le cadre de la procédure de règlement des litiges postérieure à l'attribution en ce qui concerne les marques. <https://www.icann.org/en/system/files/files/feedback-picdrp-panel-report-14mar17-en.pdf>.

protection des droits relatifs aux nouveaux gTLD⁵⁹. Le Centre a fait valoir que toute base de données centrale devrait éviter d'alourdir la charge de travail des titulaires de droits en matière de traitement des enregistrements de marques légitimement obtenus dans le cadre des systèmes d'examen et d'enregistrement appliqués dans de nombreux ressorts juridiques et qu'il conviendrait, le cas échéant, d'envisager des mesures pratiques pour recenser toute invocation inappropriée de droits dans certains contextes. À la fin mai 2021, la base de données centrale sur les marques comptait quelque 46 500 entrées⁶⁰.

ii) Système de suspension uniforme rapide

33. Les principes UDRP resteront un instrument défensif pour certains litiges qui appellent le transfert du nom de domaine contesté au propriétaire de la marque, et l'ICANN a mis en place un mécanisme "allégé" de protection des droits de deuxième niveau dans certains cas⁶¹. Issu d'une série de procédures et de comités de l'ICANN, le système de suspension uniforme rapide continue de soulever des questions, concernant en particulier son lien avec les principes UDRP⁶². L'ICANN a adressé aux prestataires potentiels de services de suspension uniforme rapide un appel d'offres auquel, à l'issue d'un examen approfondi du modèle de suspension uniforme rapide de l'ICANN et des ressources nécessaires, le Centre n'a pas été en mesure de participer⁶³. Le Centre continue de suivre l'évolution de la situation.

B. PLANS DE L'ICANN EN VUE D'UNE RÉVISION DES PRINCIPES UDRP ÉTABLIS À L'INITIATIVE DE L'OMPI ET AUTRES MÉCANISMES DE PROTECTION DES DROITS

34. Adaptés à l'évolution dynamique du DNS, les principes UDRP offrent aux propriétaires de marques, aux détenteurs de noms de domaine et aux administrateurs de services d'enregistrement une solution remplaçant très avantageusement l'action judiciaire. L'Organisation de soutien en matière de noms de domaine génériques de l'Internet (GNSO) a pris la décision de procéder à la révision des principes UDRP après le lancement de nouveaux

⁵⁹ La base de données permet l'inclusion des marques textuelles enregistrées, des marques textuelles protégées par un règlement ou un traité ou validées par un tribunal, ainsi que des "[a]utres marques constituant un objet de propriété intellectuelle" (cette dernière catégorie n'étant pas définie). En ce qui concerne les mécanismes de protection des droits fondés sur la base de données, l'ICANN propose actuellement de limiter l'application des services "préliminaires" (c'est-à-dire, la possibilité pour un propriétaire de marque d'enregistrer de manière préventive en tant que nom de domaine, contre paiement d'une taxe, une chaîne de caractères correspondant exactement à sa marque) aux marques dont l'usage actuel peut être prouvé. Que l'usage actuel soit ou non prouvé, les propriétaires de marques pourraient participer à un système de "contentieux" d'une durée limitée (permettant de notifier au demandeur d'un nom de domaine l'existence d'un conflit potentiel avec un droit attaché à une marque, et d'informer les propriétaires de marques concernés dans le cas où le demandeur procéderait tout de même à l'enregistrement du nom de domaine). Comme le prescrit l'ICANN, le système de "contentieux" est limité à une durée de 90 jours à compter de la date d'ouverture au public de l'enregistrement d'un nouveau gTLD, mais les utilisateurs de la base de données peuvent choisir de recevoir des notifications indéfiniment. La preuve de l'usage requise pour les services préliminaires s'applique de la même manière à l'invocation de marques comme motif de dépôt de plaintes en vertu du mécanisme de suspension uniforme rapide décrit dans le présent paragraphe.

⁶⁰ Voir <http://trademark-clearinghouse.com/content/tmch-stats>.

⁶¹ Le Centre a pour sa part transmis à l'ICANN, en avril 2009, un projet concernant un "mécanisme de suspension accéléré (des noms de domaine)", (voir <http://www.wipo.int/amc/en/docs/icann030409.pdf>) et a ensuite fait des propositions en faveur d'un mécanisme simplifié reposant sur ce modèle lors des réunions de l'ICANN (voir <http://prague44.icann.org/node/31773> et <http://toronto45.icann.org/node/34325>). Ces propositions tenaient compte de la nécessité d'établir un équilibre entre la protection des droits sur les marques reconnus par la loi, les intérêts concrets des opérateurs de services d'enregistrement respectueux des règles qui veulent réduire autant que possible leurs frais de fonctionnement, et les attentes légitimes des détenteurs de noms de domaine enregistrés de bonne foi.

⁶² Une liste détaillée de ces questions figure notamment dans la lettre du Centre adressée à l'ICANN le 2 décembre 2010, publiée à l'adresse <http://www.wipo.int/amc/en/docs/icann021210.pdf>.

⁶³ La question de l'appréciation des prestataires suscite des craintes quant à la stabilité des mécanismes de protection des droits; l'OMPI s'était inquiétée de cette question dès 2007, dans le cadre des principes UDRP (voir <http://www.wipo.int/amc/en/docs/icann040707.pdf>).

gTLD⁶⁴. Le rapport préliminaire de l'ICANN publié en 2015 présente une série de questions complexes relatives au fond et à la procédure⁶⁵. Le Centre a formulé des observations soulignant le succès de longue date des principes UDRP et les risques liés à toute tentative de révision des principes UDRP par l'ICANN. Après l'ouverture d'un débat public, l'ICANN a publié son rapport final sur cette question en janvier 2016, recommandant que la GNSO lance un processus d'élaboration de politique afin d'examiner tous les mécanismes de protection des droits en deux phases. La phase initiale, qui est désormais achevée, a donné lieu à la publication d'un rapport final⁶⁶ axé sur les mécanismes de protection des droits établis pour le programme relatif aux nouveaux gTLD, notamment la base de données centrale sur les marques (y compris les services "préliminaires" et le système de "contentieux") et le système de suspension uniforme rapide, et contenant des propositions de modifications mineures de ces mécanismes⁶⁷, tandis que la deuxième phase prévue portera sur les principes UDRP⁶⁸. Cette dernière phase constitue un sujet de préoccupation particulièrement important et le Centre continue de se tenir activement informé des intentions des parties prenantes de l'ICANN concernant les principes UDRP et les mécanismes de protection des droits attachés aux marques en général. À cet égard, le Centre reste en relation avec les principaux acteurs du domaine, tels que l'Association communautaire du droit des marques (ECTA), l'Association internationale pour les marques (INTA) et MARQUES.

C. RGPD ET RÉPERTOIRE WHOIS

35. Le règlement général de l'Union européenne sur la protection des données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018. Comme l'a déclaré la Commission européenne, l'objectif ultime du RGPD est de répondre aux préoccupations en matière de respect de la vie privée et de confidentialité des données compte tenu des intérêts légitimes des tiers, notamment en matière contractuelle et contentieuse.

36. À compter du 25 mai 2018, les données figurant dans les répertoires WHOIS publics ne mentionnent plus les coordonnées complètes du détenteur du nom de domaine. Elles se limitent normalement à "l'organisme d'enregistrement" et au pays⁶⁹. En dépit de ces limitations publiques, lorsqu'un prestataire de services UDRP reçoit une plainte, les unités d'enregistrement respectant les principes de l'ICANN transmettent généralement les coordonnées du répertoire sur demande de ce prestataire (tout en "verrouillant" parallèlement l'enregistrement du nom de domaine et les coordonnées de l'unité d'enregistrement), conformément aux garanties d'une procédure régulière énoncées dans les règlements UDRP⁷⁰.

⁶⁴ Malgré les discussions en 2011 au cours desquelles une nette majorité des participants a estimé qu'une éventuelle révision des principes UDRP effectuée par l'ICANN en tant qu'organe axé sur les enregistrements ferait davantage de mal que de bien. Voir <https://community.icann.org/display/gnsoudrpdtd/Webinar+on+the+Current+State+of+the+UDRP>; voir également de manière plus générale le paragraphe 31 du document WO/GA/39/10.

⁶⁵ Voir <http://gnso.icann.org/en/issues/new-gtlds/rpm-prelim-issue-09oct15-en.pdf>.

⁶⁶ Voir <https://gnso.icann.org/sites/default/files/file/field-file-attach/rpm-phase-1-proposed-24nov20-en.pdf>.

⁶⁷ Voir en particulier le chapitre I intitulé "Description and Explanation", qui définit trois catégories de propositions de modifications des mécanismes de protection des droits, disponible à l'adresse suivante : <https://www.icann.org/public-comments/gnso-rpm-pdp-phase-1-final-recommendations-2021-04-07-en>.

⁶⁸ Voir <https://gnso.icann.org/en/issues/new-gtlds/rpm-final-issue-11jan16-en.pdf>.

⁶⁹ En particulier, le nom et l'adresse électronique du détenteur de l'enregistrement ne sont dans la plupart des cas pas visibles. Toutefois, afin de faciliter les contacts avec le détenteur du nom de domaine, l'unité d'enregistrement doit fournir une adresse électronique ou un formulaire de contact en ligne anonymes.

⁷⁰ La "Spécification temporaire [de contrat]" de l'ICANN pour les données d'enregistrement dans les gTLD indique expressément que les unités d'enregistrement doivent fournir les "données d'enregistrement" intégrales aux prestataires de services UDRP. Cela semble être basé sur la reconnaissance du fait que les prestataires de services UDRP satisfont aux critères d'"intérêt légitime" visé à l'article 6.1)f) et d'"exécution d'un contrat" visé à l'article 6.1)b) du RGPD, en foi de quoi les unités d'enregistrement peuvent et doivent leur fournir les données de répertoire.

37. Le Centre continue de suivre de près les incidences sur les procédures UDRP de la réglementation sur la protection des données. Outre les fonctions du Centre en rapport avec les principes UDRP, pour répondre aux préoccupations plus larges en matière d'application des droits de propriété intellectuelle suscitées par la réglementation sur la protection de la vie privée, des discussions étendues sont en cours avec les parties prenantes sur un éventuel modèle d'"accréditation et accès" au répertoire, y compris un rôle potentiel de certification des droits des propriétaires d'actifs de propriété intellectuelle pour l'OMPI⁷¹. Le débat au sein de l'ICANN se poursuit sur les spécificités de ce qu'il a aussi été convenu d'appeler un système normalisé d'accès et de divulgation (SSAD) des données d'enregistrement non publiques concernant les gTLD, notamment à un niveau stratégique dans le cadre du processus accéléré d'élaboration des politiques (EPDP) de l'ICANN⁷².

D. NOMS DE DOMAINES INTERNATIONALISÉS

38. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 26, l'introduction de noms de domaine internationalisés (en caractères non latins) dans les domaines de premier niveau constitue une autre évolution importante du DNS⁷³. Ces domaines étaient nombreux parmi les premiers gTLD dont l'attribution dans la zone racine du DNS a été annoncée par l'ICANN.

E. AUTRES DÉSIGNATIONS

39. Outre les évolutions susmentionnées et en relation avec celles-ci, d'autres activités déployées par l'ICANN touchent à la protection de désignations autres que les marques.

a) Organisations intergouvernementales

40. Il est rappelé que le premier processus de consultations de l'OMPI sur les noms de domaine de l'Internet traitait du lien entre les noms de domaine et les marques. Le second traitait du lien entre les noms de domaine et d'autres types de désignations, dont les noms de pays et les noms et sigles d'organisations intergouvernementales. En 2002, l'Assemblée générale de l'OMPI a recommandé de modifier les principes UDRP afin de protéger les noms de pays et les noms et sigles d'organisations intergouvernementales⁷⁴.

41. Ces recommandations ont fait l'objet de délibérations longues et complexes au sein du cadre d'élaboration des politiques à plusieurs niveaux de l'ICANN, notamment en ce qui concerne les conditions relatives aux demandes de nouveaux gTLD. De précédents documents de l'Assemblée générale de l'OMPI décrivent plus en détail le processus et le contenu de ces délibérations qui se poursuivent et qui, dans l'écosystème de l'ICANN, font

⁷¹ Voir <https://www.icann.org/en/system/files/files/framework-elements-unified-access-model-for-discussion-18jun18-en.pdf>.

⁷² Voir l'article relatif à l'adoption par le Conseil de la GNSO du rapport final de l'étape 1 établi par l'équipe responsable du processus accéléré d'élaboration de politiques (EPDP) sur la spécification temporaire relative aux données d'enregistrement des gTLD, à l'adresse suivante : <https://www.icann.org/fr/annoncements/details/gnso-council-adopts-epdp-final-report-on-the-temporary-specification-for-gtld-registration-data-4-3-2019-fr>, et le rapport final de l'étape 2, à l'adresse suivante : <https://www.icann.org/fr/blogs/details/epdp-phase-2-team-publishes-final-report-10-8-2020-fr>. Plusieurs questions précises restées sans réponse seront traitées dans le cadre d'une "étape 2a", voir par exemple <https://www.icann.org/fr/annoncements/details/call-for-expressions-of-interest-chair-of-phase-2a-gnso-epdp-on-the-temporary-specification-for-gtld-registration-data-4-11-2020-fr>.

⁷³ Voir également le plan final de l'ICANN pour la mise en œuvre d'un processus accéléré d'établissement de noms de ccTLD internationalisés publié en novembre 2009 (voir <http://www.icann.org/en/topics/idn/fast-track/idnccTld-implementation-plan-16nov09-en.pdf>). Depuis lors, cette procédure a permis d'introduire plusieurs ccTLD internationalisés associés aux codes à deux lettres figurant dans la norme ISO 3166-1 (voir http://www.iso.org/iso/english_country_names_and_code_elements).

⁷⁴ Voir http://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/wo_ga_28/wo_ga_28_3.pdf; voir également les paragraphes 6 à 11 du document SCT/9/8, et le paragraphe 149 du document SCT/9/9. Le Secrétariat de l'OMPI a transmis ces recommandations à l'ICANN. Voir <http://www.wipo.int/amc/fr/docs/wipo.doc>.

intervenir notamment le Comité consultatif gouvernemental (GAC), le Conseil d'administration, le comité du Conseil d'administration chargé du programme de l'ICANN relatif aux nouveaux gTLD (NGPC) et le Conseil de la GNSO⁷⁵.

42. En ce qui concerne l'état d'avancement de l'examen de la question de la protection des noms et sigles d'organisations intergouvernementales dans le DNS, sur la recommandation du GAC, le Conseil d'administration de l'ICANN a provisoirement protégé les noms complets des organisations intergouvernementales aux premier et deuxième niveaux, dans deux langues, contre l'enregistrement par des tiers dans les nouveaux gTLD. Toutefois, nonobstant cette recommandation du GAC et la position des organisations intergouvernementales favorables à la protection de nature préventive, en juin 2014 le Conseil de la GNSO a voté en faveur du lancement d'un deuxième processus d'élaboration de politique sur l'opportunité de donner aux organisations intergouvernementales l'accès à des mécanismes défensifs de protection des droits (tels que les principes UDRP ou les mécanismes de suspension uniforme rapide) pour lutter contre l'enregistrement abusif de sigles d'organisations intergouvernementales ou des noms complets des organisations intergouvernementales qui ne sont pas couverts par la protection susmentionnée. La recommandation finale du groupe de travail a suscité des inquiétudes parmi les organisations intergouvernementales et le GAC, appelant des travaux de synthèse supplémentaires sur une recommandation de fond, qui a depuis été remaniée par le Conseil de la GNSO et examinée dans le cadre de la première phase du processus d'élaboration de politique visé au paragraphe 34⁷⁶. Le GAC a réaffirmé que tout mécanisme de protection des droits propre aux organisations intergouvernementales devrait s'inspirer des principes UDRP existants, tout en se distinguant de ces derniers, et tenir compte du statut de ces organisations en droit international; pour sa part, le Conseil d'administration de l'ICANN, tout en prenant note de la recommandation du GAC relative à la nécessité de protéger les sigles des organisations intergouvernementales, a fait part de son intention de lever la protection de ces sigles dans les nouveaux gTLD sur la base d'un système visant à signaler aux organisations intergouvernementales tout enregistrement par des tiers correspondant à leur identifiant⁷⁷; le GAC a ainsi conseillé au Conseil d'administration de l'ICANN de "maintenir le moratoire actuel sur l'enregistrement des acronymes d'OIG jusqu'à la conclusion de la piste de travail sur les droits curatifs des OIG actuellement en cours"⁷⁸.

43. Avec d'autres organisations intergouvernementales, le Centre continue de suivre de près l'évolution de ce dossier de longue date de l'ICANN. En fin de compte, le Conseil d'administration de l'ICANN peut être appelé à concilier les divergences entre les recommandations du GAC et celles de la GNSO en ce qui concerne les mécanismes de protection des droits des organisations intergouvernementales⁷⁹.

⁷⁵ Voir https://www.wipo.int/about-wipo/fr/assemblies/2021/a_62/doc_details.jsp?doc_id=507114, paragraphes 44 à 51.

⁷⁶ Voir <https://gns0.icann.org/en/council/resolutions#201905>.

⁷⁷ Voir <https://www.icann.org/en/system/files/correspondence/botterman-to-ismail-23feb21-en.pdf>.

⁷⁸ Voir <https://www.icann.org/en/system/files/files/resolutions-abudhabi60-gac-advice-scorecard-04feb18-en.pdf> et https://gac.icann.org/contentMigrated/icann71-gac-communique?language_id=3.

⁷⁹ Voir www.icann.org/resources/pages/igo-ingo-protection-policy-2018-01-16-en, www.icann.org/resources/board-material/resolutions-2018-02-04-en#2.d et www.icann.org/en/system/files/files/resolutions-abudhabi60-gac-advice-scorecard-04feb18-en.pdf. En juillet 2018, le Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies chargé du Bureau des affaires juridiques, agissant au nom de plusieurs organisations intergouvernementales (dont l'OMPI), a adressé une lettre au Conseil d'administration de l'ICANN dans laquelle il faisait part de ses craintes après la publication du rapport final sur le processus d'élaboration de politiques (voir www.icann.org/en/system/files/correspondence/mathias-to-board-27jul18-en.pdf). Voir la suite des discussions lors de la réunion de novembre 2020 de l'ICANN, à l'adresse <https://icann66.pathable.com/meetings/1116847>.

b) Termes géographiques

44. En ce qui concerne les noms géographiques, le GAC en particulier a exprimé des préoccupations quant à leur utilisation et leur protection dans les nouveaux gTLD⁸⁰. En 2007, le GAC a publié les “Principes du GAC concernant les nouveaux gTLD”, qui prévoient notamment que l’ICANN devrait éviter d’attribuer tout nouveau gTLD contenant le nom d’un pays, d’un territoire ou d’un lieu ou la désignation d’une langue régionale ou d’une population, sauf accord des gouvernements ou autorités publiques concernés. Ces principes du GAC indiquent en outre que les nouveaux services d’enregistrement devraient adopter des procédures pour bloquer ou contester les noms ayant une signification nationale ou géographique au deuxième niveau sur demande des gouvernements. Pour le premier niveau⁸¹, le Guide de candidature de l’ICANN stipule que “les demandes portant sur des chaînes de caractères qui sont des noms de pays ou de territoires ne seront pas approuvées car elles ne sont pas prévues dans le programme relatif aux nouveaux gTLD pour cette série de demandes”⁸². Les chaînes de caractères présentées à l’enregistrement que l’ICANN considère comme correspondant à d’autres désignations géographiques, par exemple des noms de capitales, doivent être accompagnées de pièces justificatives ou d’une attestation de non-objection des gouvernements ou autorités publiques concernés⁸³. Les membres du GAC ont exprimé d’autres réserves concernant un certain nombre de demandes portant sur de nouveaux gTLD pour cause de correspondance avec des termes géographiques ou d’autres termes “sensibles”, recommandant au Conseil d’administration de l’ICANN de ne pas aller au-delà d’une évaluation initiale et demandant des précisions au Conseil sur la possibilité pour les candidats de modifier les demandes portant sur de nouveaux gTLD afin de tenir compte des préoccupations particulières du GAC⁸⁴.

45. En décembre 2016, l’ICANN a autorisé l’ouverture à l’enregistrement de tous les noms de domaine à deux caractères précédemment réservés au deuxième niveau des nouveaux gTLD sous réserve que les administrateurs des services d’enregistrement accordent préalablement aux gouvernements respectifs un délai de 30 jours pour l’acquisition de ces noms de domaine, qu’ils exigent des demandeurs une déclaration selon laquelle ces derniers ne laisseront pas entendre, à tort, qu’il existe un lien quelconque avec le gouvernement en ce qui concerne l’utilisation du nom de domaine à deux caractères et qu’ils prévoient une procédure de dépôt de plaintes postérieure à l’enregistrement⁸⁵. C’est ainsi que le Centre a transmis des commentaires à l’ICANN, faisant observer que le deuxième processus de consultations de

⁸⁰ Voir <https://archive.icann.org/en/topics/new-gtlds/gac-principles-regarding-new-gtlds-28mar07-en.pdf>.

⁸¹ En ce qui concerne les enregistrements au deuxième niveau, le contrat de base de l’ICANN avec les services d’enregistrement contient un “Inventaire des noms réservés au deuxième niveau dans les services d’enregistrement pour les gTLD” où figurent certains noms de pays et de territoires. Voir <http://newgtlds.icann.org/en/applicants/agb/base-arrangement-specs-04jun12-en.pdf>, spécification 5.

⁸² Voir <http://newgtlds.icann.org/en/applicants/agb/evaluation-procedures-04jun12-en.pdf>, à partir de la section 2.2.1.4.1 “Treatment of Country or Territory Names”.

⁸³ Voir <http://newgtlds.icann.org/en/applicants/agb/evaluation-procedures-04jun12-en.pdf>, à partir de la section 2.2.1.4.2 “Geographic Names Requiring Government Support”.

⁸⁴ Voir <https://www.icann.org/en/system/files/correspondence/gac-to-board-27mar14-en.pdf>, rubrique “4. Specific Strings”. Bien que le Conseil ait accepté la recommandation du GAC tendant à ne pas donner suite à certaines demandes, il a sollicité des informations supplémentaires du GAC, ainsi que des commentaires du public, sur une série de garanties complémentaires demandées par le GAC au sujet de plusieurs catégories de demandes portant sur de nouveaux gTLD correspondant à des secteurs réglementés ou à des termes du dictionnaire. Voir <https://www.icann.org/en/system/files/correspondence/gac-to-board-11apr13-en.pdf>. Un sous-groupe du GAC sur les noms géographiques (relevant du Groupe de travail du GAC sur les futurs gTLD) a établi un projet de document pour la prochaine série de gTLD mettant en évidence plusieurs questions d’intérêt général en rapport avec les noms géographiques, qui fait l’objet de discussions supplémentaires au sein de l’ICANN. Voir <https://gacweb.icann.org/download/attachments/27132037/Geo%20names%20in%20new%20gTLDs%20Updated%200%20V3%202029%20august%202014%5B4%5D.pdf?version=1&modificationDate=1411549935000&api=v2>. Voir aussi <https://www.icann.org/en/resources/board-material/resolutions-2019-05-15-en#1.c>.

⁸⁵ Sont notamment inclus les plans “visant à réduire autant que possible les risques de confusion”. Voir par exemple <https://www.icann.org/en/system/files/files/implementation-memo-two-character-ascii-labels-22jan19-en.pdf>.

l'OMPI sur les noms de domaine de l'Internet prévoyait la possibilité d'examiner des mesures permettant d'appliquer les principes UDRP aux enregistrements de troisième niveau afin d'atténuer le risque d'atteinte aux marques⁸⁶. L'ICANN n'a pas donné suite à la communication du Centre. Les membres du GAC ont demandé à l'ICANN de fournir des informations coordonnées sur les demandes et délégations correspondantes⁸⁷.

46. Sur ces questions et d'autres questions concernant le DNS, le Centre s'est attaché à informer les secteurs concernés au sein du Secrétariat, notamment pour appuyer les travaux du Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (SCT)⁸⁸. Le Secrétariat continuera de se tenir informé de ces évolutions et d'y contribuer le cas échéant.

47. L'Assemblée générale de l'OMPI est invitée à prendre note du contenu du document intitulé "Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI, y compris les noms de domaine" (document WO/GA/54/13).

[Fin du document]

⁸⁶ Voir <https://forum.icann.org/lists/comments-proposed-measures-two-char-08jul16/pdfECmcS9knuk.pdf>.

⁸⁷ Voir <https://static.ptbl.co/static/attachments/169910/1521228229.pdf?1521228229>.

⁸⁸ Voir par exemple les documents SCT/37/4, SCT37/5, SCT38/3, SCT39/5, SCT40/4, SCT41/5, SCT 42/3, SCT 43/4 et SCT 44/2. Voir également la réunion SCT/IS/GEO/GE/17.